



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.175/VR
du 3 juin 2026

advies 79.175/VR
van 3 juni 2026

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant diverses
dispositions relatives à
l'utilisation de la
vidéoconférence dans le cadre
des procédures judiciaires'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van diverse
bepalingen met betrekking tot
het gebruik van
videoconferentie in het
kadervan gerechtelijke
procedures'

Le 7 avril 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours * sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives à l'utilisation de la vidéoconférence dans le cadre des procédures judiciaires'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 19 mai 2026. Les chambres réunies étaient composées de Patrick RONVAUX, président de chambre, président, Wouter PAS, président de chambre, Christine HOREVOETS, Toon MOONEN, Dimitri YERNAULT et Annelies D'ESPALLIER, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Johan PUT, assesseurs, Béatrice DRAPIER FACCO et Yves DEPOORTER, greffiers.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Lennart NIJS, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX et Toon MOONEN.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juin 2026.

*

Op 7 april 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie, belast met Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot het gebruik van videoconferentie in het kadervan gerechtelijke procedures'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 19 mei 2026. De verenigde kamers waren samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, voorzitter, Wouter PAS, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS, Toon MOONEN, Dimitri YERNAULT en Annelies D'ESPALLIER, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Johan PUT, assessoren, Béatrice DRAPIER FACCO en Yves DEPOORTER, griffiers.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Lennart NIJS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX en Toon MOONEN.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juni 2026.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1.1. La loi du 25 avril 2024 'portant organisation des audiences par vidéoconférence dans le cadre des procédures judiciaires' a créé un cadre juridique pour l'utilisation de la vidéoconférence et l'enregistrement d'audiences dans les procédures judiciaires. À cet effet, en ce qui concerne la procédure civile, des modifications ont été apportées à diverses dispositions du Code judiciaire (voir actuellement aussi les articles 2 à 6 de l'avant-projet), ainsi que – en matière pénale – au Code d'instruction criminelle (articles 7 à 11), à la loi du 20 juillet 1990 'relative à la détention préventive' (articles 12 à 14), à la loi du 17 mai 2006 'relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine' (articles 15 et 16) et à la loi du 5 mai 2014 'relative à l'internement' (articles 17 et 18).

1.2. L'avant-projet a pour objet d'apporter un certain nombre de modifications à ces réglementations. Plus précisément, la définition de la notion de « système de vidéoconférence » est modifiée afin de rendre facultatives les finalités d'enregistrement de l'audience publique et la finalité de facilitation de l'organisation de fixation de l'audience (articles 3 et 7 de l'avant-projet).

Diverses dispositions de l'avant-projet visent à préciser que les garanties essentielles à la tenue d'une audience par vidéoconférence doivent être réunies par la combinaison du système de vidéoconférence et de l'organisation ainsi que du déroulement de l'audience (articles 4, 5, 1^o, 8, 9, 1^o, 10 et 12 à 18 de l'avant-projet).

Des précisions sont apportées à l'article 763^{septies} du Code judiciaire (article 6 de l'avant-projet).

L'article 560, § 2, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle est modifié afin de régler la notification de l'organisation de l'audience par vidéoconférence devant la juridiction d'instruction (article 9, 2^o, de l'avant-projet). Par ailleurs, il est précisé que le juge peut siéger et le greffier peut exercer ses tâches par vidéoconférence en tout lieu approuvé respectivement par le chef de corps ou le juge (articles 5, 2^o, et 9, 3^o, de l'avant-projet). Dans le cas où une interdiction de comparution physique est adressée à l'ensemble des participants en raison d'une situation d'urgence épidémique ou parce qu'il existe des indices objectivables d'un risque grave et concret pour la sécurité publique, et que l'audience ne peut pas être remise à une date ultérieure conformément à la loi, aucun accord n'est requis pour que l'audience soit organisée par vidéoconférence (articles 5, 3^o, et 9, 4^o, de l'avant-projet).

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Enfin, l'avant-projet prévoit que l'enregistrement d'audiences publiques qui présente un intérêt pour la constitution d'archives historiques de la justice ou à des fins éducatives dans le but de transmettre des connaissances dans le domaine du droit ou sur le fonctionnement de la justice peut aussi être réalisé par des systèmes informatiques autres que le système de vidéoconférence (articles 2 et 11 de l'avant-projet).

2. L'avant-projet vise, selon son exposé des motifs, à « apporter quelques modifications de nature technique ou de fond » aux dispositions organisant des audiences par vidéoconférence, « sans toutefois en modifier les principes essentiels ». La loi du 25 avril 2024, qui a introduit ces dispositions a fait l'objet de l'avis 72.861/1-2 du 24 mars 2023 ¹. Cet avis rappelle de manière très circonstanciée les conditions auxquelles « le recours à la vidéoconférence dans le cadre des procédures judiciaires, tant en matière civile qu'en matière pénale, ainsi que dans le cadre des législations particulières qui règlent la détention préventive, les modalités d'exécution de la peine et l'internement, pour permettre, d'une part, la comparution ou la participation par vidéoconférence dans le cadre d'une audience tenue physiquement dans une salle d'audience, d'une ou de plusieurs parties ou de tiers et, d'autre part, la tenue d'audiences virtuelles par le même procédé » (observation 1.1 de l'avis) doit satisfaire pour que ses modalités de déroulement soient « compatibles avec les exigences du respect des droits de la défense, tels qu'établis par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme » (observation 1.2 de l'avis).

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Articles 2 et 11

3.1. Dans l'avis 72.861/1-2, la section de législation du Conseil d'État a formulé, à propos de la compatibilité des systèmes de vidéoconférence utilisés avec la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil' et avec le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', l'observation suivante :

« Dans la section 'Observations générales : la vidéoconférence' de l'avis 68.261/1-2, diverses observations ont été formulées en ce qui concerne la compatibilité de la vidéoconférence et du système informatique utilisé à cet effet avec le RGPD ². Notamment les observations relatives à la conformité de l'application *Webex* avec

¹ Avis 72.861/1-2 donné le 24 mars 2023 sur un avant-projet devenu la loi du 25 avril 2024 'portant organisation des audiences par vidéoconférence dans le cadre des procédures judiciaires', *Doc. Parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 55-3722/001, pp. 165-196.

² *Note de bas de page 20 de l'avis* cité : Avis C.E. 68.261/1-2 du 13 novembre 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 20 décembre 2020 'portant des dispositions diverses temporaires et structurelles en matière de justice dans le cadre

le RGPD et la directive (UE) 2016/680, ainsi que les observations concernant le risque lié au transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers – à cet égard, on peut encore préciser qu'un tel 'transfert' peut être direct, lorsque les données sont stockées sur des serveurs qui se trouvent en dehors de l'Union européenne³, aussi bien qu'indirect, lorsque les données à caractère personnel sont traitées par des personnes assistant à l'audience (en qualité de partie ou de spectateur) depuis un pays tiers –, restent spécialement pertinentes »⁴.

3.2. Ces observations s'appliquent par analogie aux systèmes informatiques qui, conformément à l'article 759/2, alinéa 5, en projet, du Code judiciaire (article 2 de l'avant-projet) et à l'article 566, alinéas 5 et 7, en projet, du Code d'instruction criminelle (article 11), peuvent être utilisés à la place du système de vidéoconférence pour réaliser et conserver des enregistrements des audiences.

Article 5

4.1. Selon l'article 763ter, § 1^{er}, du Code judiciaire, « [l]'utilisation de la vidéoconférence en matière judiciaire a pour finalité de permettre à une ou plusieurs personnes ou, le cas échéant, à leurs représentants ou à des membres de la juridiction, de comparaître, participer ou de siéger à une audience à distance dans les conditions fixées par la présente section ».

Si elle estime que les conditions énumérées à l'article 763sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, du Code judiciaire, sont réunies, « [l]a juridiction peut, d'initiative, inviter une ou plusieurs personnes et, le cas échéant, le ministère public, à comparaître ou participer à l'audience par vidéoconférence, moyennant leur accord ou, le cas échéant, celui de leur représentant légal, chacun pour ce qui concerne sa comparution ou participation ».

Par ailleurs, en vertu du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, « [t]oute personne ou, le cas échéant, son représentant légal ou son avocat, peut demander à la juridiction, dès avant la première audience, l'autorisation de comparaître ou de participer à l'audience par vidéoconférence ».

Enfin, selon le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, « [l]a juridiction peut d'office, par décision motivée, interdire à une ou plusieurs personnes de comparaître ou de participer à l'audience physiquement », si elle estime que les conditions visées aux 1^o à 4^o de ce même paragraphe sont réunies.

Le 4^o vise l'hypothèse où

« la vidéoconférence est l'unique possibilité de participer à l'audience car :

de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-21, n° 55-1668/1, pp. 98 à 103, obs. 4.1 à 4.6).

³ *Note de bas de page 21 de l'avis cité* : Selon le site Internet de *Webex*, les centres de données où sont sauvegardées les données pour l'Europe sont situés à Amsterdam, Londres, Francfort ou dans la région de l'« Asie-Pacifique » (Bangalore, Singapour, Sydney et Tokyo). Par conséquent, ce n'est qu'en cas de stockage à Amsterdam ou à Francfort qu'il n'est pas question de transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers. Voir : <https://help.webex.com/en-us/article/WBX28754/Where-are-the-Webex-Data-Centers-and-iPOP-Locations>.

⁴ Avis 72.861/1-2, observation 5.2.

a) une situation d'urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique' et des mesures de police administrative empêchant la comparution physique à l'audience ou ayant pour conséquence d'empêcher une telle comparution physique sont adoptées, ou

b) il existe des indices objectivables d'un risque grave et concret pour la sécurité publique qui empêche que la personne concernée soit présente à l'audience ou que le transport vers la salle d'audience en sécurité soit garanti lorsque la personne concernée est détenue ».

Il est précisé que la décision du juge est, en ce cas, susceptible d'appel, selon les modalités fixées par les alinéas 3 à 8 du même paragraphe.

Enfin, le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, énonce que « [d]ans les cas où il est fait usage de la vidéoconférence, la juridiction siège dans la salle d'audience, et le greffier y exerce ses tâches de greffe et d'assistance ».

Par dérogation à cette règle et moyennant le respect des cinq conditions qui y sont énumérées, l'alinéa 2 du même paragraphe prévoit que le juge peut siéger ou le greffier « peut exercer ses tâches de greffe et d'assistance à l'audience » également par vidéoconférence.

L'accord est, pour ce faire, requis de « toutes les parties comparaisant au procès », en ce compris le ministère public s'il échet ⁵. En l'absence d'accord communiqué par une partie ou, le cas échéant, par le ministère public, avant le début de l'audience, cette partie ou le cas échéant, le ministère public est présumé avoir refusé l'usage de la vidéoconférence par le juge ou le greffier ⁶.

4.2. Le 3^o de la disposition examinée tend à compléter ce paragraphe 6 par un nouvel alinéa visant à supprimer cette exigence de l'accord de toutes les parties pour que le juge ou le greffier puisse également utiliser la vidéoconférence.

Cet alinéa est rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, 4^o, l'accord y visé n'est pas requis lorsqu'une interdiction de comparution physique à l'audience a été adressée à l'ensemble des participants à l'audience, en raison d'une situation telle que visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 4^o, et que l'audience ne peut pas être remise à une date ultérieure conformément à la loi ».

L'ajout de ce nouvel alinéa et la suppression qu'il prévoit de l'accord de toutes les parties sur le fait que le juge « ou » le greffier siégerait par vidéoconférence vise, selon le commentaire de l'article,

« à combler une lacune de ce paragraphe, dans la situation très particulière dans laquelle une interdiction de comparaître physiquement aurait été adressée à l'ensemble des participants à l'audience et que la situation ayant mené à cette interdiction aurait pour conséquence d'empêcher le juge ou le greffier d'exercer leur fonction en étant

⁵ Article 763sexies, § 6, alinéa 2, 4^o, du Code judiciaire.

⁶ Article 763sexies, § 6, alinéa 3, du Code judiciaire.

physiquement présent dans la salle d'audience. Dans les cas spécifiques où la loi interdit la remise d'une audience, combinée à une telle situation d'impossibilité de siéger physiquement dans la salle d'audience, la condition qui tient à l'accord de toutes les parties pour l'exercice de ces fonctions à distance, visée à l'article 763*sexies*, § 6, alinéa 2, 4°, du Code judiciaire, aurait pour conséquence qu'une telle audience ne pourrait tout simplement pas se tenir en cas de refus d'une partie et qu'elle ne pourrait pas non plus être remise à une date ultérieure. Il est dès lors prévu que dans cette situation très particulière et exceptionnelle, l'accord des parties pour que le juge et le greffier puissent exercer leurs fonctions à distance, ne sera pas requis ».

4.3.1. La section de législation peut comprendre la préoccupation de l'auteur de l'avant-projet visant à éviter qu'une partie, par son refus, puisse empêcher qu'une audience se tienne alors que la loi interdirait qu'elle soit remise à une audience ultérieure.

L'hypothèse « très particulière et exceptionnelle » visée par le texte en projet soulève toutefois une réserve et un besoin d'éclaircissement.

4.3.2. L'alinéa en projet vise l'hypothèse où une « interdiction de comparution physique à l'audience a été adressée à l'ensemble des participants à l'audience ». Or, en l'état actuel de l'article 763*sexies*, § 3, du Code judiciaire, l'hypothèse où le juge interdirait à « une ou plusieurs personnes » de comparaître ou de participer à l'audience physiquement, ne semble pas viser clairement l'interdiction de comparaître physiquement à l'audience s'adressant à « l'ensemble des participants à l'audience » comme le sous-tend la disposition en projet.

Dans un souci de sécurité juridique, l'hypothèse où le juge interdirait à tous les participants de comparaître à l'audience devrait être expressément prévue au paragraphe 3 de l'article 763*sexies*. Partant, la décision qui serait prise en ce sens devrait, au même titre que celles actuellement visées (soit l'interdiction de comparaître ou de participer physiquement à l'audience imposée à « une ou plusieurs personnes »), pouvoir faire l'objet d'un appel, en vertu de l'alinéa 3 de ce paragraphe.

4.3.3. Compte tenu du commentaire relatif à la disposition, la question se pose de savoir, outre la situation d'urgence épidémique visée à l'article 763*sexies*, § 3, alinéa 1^{er}, 4°, a), du Code judiciaire, quelles sont les situations visées au b) de cette disposition, à savoir les situations dans lesquelles la présence d'une personne concernée implique un risque grave et concret pour la sécurité publique. En effet, dans l'hypothèse d'interdictions de comparution dictées par ce motif, contrairement à une situation d'urgence épidémique, on n'aperçoit pas clairement comment la situation « ayant mené à cette interdiction », à savoir le risque que l'interdiction conjure justement, pourrait encore conduire à « empêcher le juge ou le greffier d'exercer leur fonction en étant physiquement présent dans la salle d'audience »⁷. En tout état de cause, le commentaire de l'article gagnerait à fournir quelques exemples des « situation[s] très particulière[s] et exceptionnelle[s] » que le texte en projet vise à rencontrer.

⁷ Le Conseil d'État n'interprète d'ailleurs pas l'alinéa en projet en ce sens que son application ferait obstacle au recours ouvert à l'encontre de l'interdiction même de comparaître ou de participer physiquement à l'audience, prévue au § 3.

4.4. Les observations qui précèdent s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 9, 4°, de l'avant-projet en ce qui concerne le Code d'instruction criminelle.

5. Au 2° de l'article 5 de l'avant-projet, on remplacera, dans le texte néerlandais, le segment de phrase « ingevoegd tussen de woorden 'griffie- en bijstandstaken oefenen' en de woorden ' , wanneer is voldaan' ; » par « ingevoegd tussen de woorden 'griffie- en bijstandstaken uitoefenen' en de woorden ' , wanneer is voldaan' ; ». La même observation vaut pour le 3° de l'article 9 de l'avant-projet.

Article 8

6. Au 2°, on remplacera le segment de phrase « Par dérogation à l'alinéa 1^{er} » par « Par dérogation à l'alinéa 2 »⁸.

Article 9

7. À l'article 560, § 6, alinéa 4, en projet, du Code d'instruction criminelle (article 9, 4°, de l'avant-projet), on remplacera le segment de phrase « Par dérogation à l'alinéa 2, 34°, » par « Par dérogation à l'alinéa 2, 3°, »⁹.

Article 12

8. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser « l'article 38^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, § 2, alinéa 2, 2°, et § 3, alinéa 1^{er}, 2°, » de la loi du 20 juillet 1990.

Article 14

9. La phrase liminaire doit renvoyer à « l'article 38^{octies}, alinéa 1^{er}, 2°, » de la loi du 20 juillet 1990.

Article 15

10. Dans la phrase liminaire, il conviendra de viser « l'article 98/3, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et § 2, alinéa 1^{er}, 2°, » de la loi du 17 mai 2006.

Article 17

11. La phrase liminaire doit faire référence à « l'article 84/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et § 2,

⁸ Comparer avec l'article 4, 2°, de l'avant-projet.

⁹ Comparer avec l'article 5, 3°, de l'avant-projet.

alinéa 1^{er}, 2^o, » de la loi du 5 mai 2014.

OBSERVATION FINALE

12. L'avant-projet doit être soumis à un examen complémentaire sur le plan rédactionnel ¹⁰.

*

¹⁰ Voir, par exemple, pour la version néerlandaise, l'intitulé (« het gebruik van videoconferentie in het kader van gerechtelijke procedures »; l'article 5, 3^o, de l'avant-projet (« verschijnen op de zitting » plutôt que « verschijnen bij de zitting » et l'article 9, 2^o, de l'avant-projet (« de dag die volgt op de dag van de kennisgeving er faxpost »).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1.1. De wet van 25 april 2024 ‘houdende organisatie van zittingen per videoconferentie in het kader van gerechtelijke procedures’ heeft een wettelijk kader gecreëerd voor het gebruik van videoconferentie en de opname van terechtzittingen in gerechtelijke procedures. Daartoe werden, wat de burgerlijke rechtspleging betreft, wijzigingen aangebracht aan diverse bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (zie thans ook de artikelen 2 tot 6 van het voorontwerp), alsook – voor strafzaken – aan het Wetboek van Strafvordering (artikelen 7 tot 11), de wet van 20 juli 1990 ‘betreffende de voorlopige hechtenis’ (artikelen 12 tot 14), de wet van 17 mei 2006 ‘betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten’ (artikelen 15 en 16) en de wet van 5 mei 2014 ‘betreffende de internering’ (artikelen 17 en 18).

1.2. Het voorontwerp strekt ertoe om een aantal wijzigingen aan deze regelingen aan te brengen. Meer bepaald wordt de definitie van het begrip “videoconferentiesysteem” gewijzigd, teneinde de doeleinden inzake de opname van de openbare terechtzitting en inzake het vergemakkelijken van het regelen van de vaststelling van de zitting facultatief te maken (artikelen 3 en 7 van het voorontwerp).

Verschillende bepalingen van het voorontwerp strekken ertoe te verduidelijken dat de essentiële waarborgen voor het houden van een terechtzitting bij videoconferentie moeten worden vervuld door een combinatie van het videoconferentiesysteem en de organisatie en het verloop van de zitting (artikelen 4, 5, 1°, 8, 9, 1°, 10 en 12 tot 18 van het voorontwerp).

Er worden verduidelijkingen aangebracht in artikel 763^{septies} van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 6 van het voorontwerp).

Artikel 560, § 2, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering wordt gewijzigd, teneinde de kennisgeving van de organisatie van de zitting bij videoconferentie voor het onderzoeksgerecht te regelen (artikel 9, 2°, van het voorontwerp). Daarnaast wordt verduidelijkt dat de rechter kan zetelen en de griffier zijn taken kan uitoefenen via videoconferentie, op elke plaats die goedgekeurd wordt door de korpschef, respectievelijk de rechter (artikelen 5, 2°, en 9, 3°, van het voorontwerp). Ingeval aan alle deelnemers een verbod op fysieke verschijning wordt opgelegd wegens epidemische noodsituatie of bij objectiveerbare aanwijzingen van een ernstig en concreet risico voor de openbare veiligheid, en de zitting niet overeenkomstig de wet naar een

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

latere datum kan worden uitgesteld, is geen instemming vereist om de zitting via videoconferentie te laten plaatsvinden (artikelen 5, 3°, en 9, 4°, van het voorontwerp).

Tot slot wordt bepaald dat de opname van openbare zittingen die van belang is voor het aanleggen van historische justitiearchieven of voor educatieve doeleinden met het oog op het overdragen van kennis over het recht of over de werking van het rechtssysteem ook door andere informaticasystemen dan het videoconferentiesysteem kan gebeuren (artikelen 2 en 11 van het voorontwerp).

2. Volgens de memorie van toelichting strekt het voorontwerp ertoe “enkele technische of inhoudelijke wijzigingen aan te brengen” aan de bepalingen tot regeling van de zittingen per videoconferentie “waarbij de essentiële beginselen ervan evenwel ongewijzigd blijven”. Over de wet van 25 april 2024, waarbij die bepalingen zijn ingevoerd, is advies 72.861/1-2 van 24 maart 2023 gegeven.¹ In dat advies worden de voorwaarden waaraan “het gebruik van videoconferentie (...) in het kader van gerechtelijke procedures, zowel burgerlijke als strafrechtelijke, en in het kader van de bijzondere wetgevingen inzake voorlopige hechtenis, strafuitvoeringsmodaliteiten en internering, zodat enerzijds een of meerdere partijen of derde personen via videoconferentie kunnen verschijnen in het kader van een fysieke terechtzitting in een zittingszaal of aan een dergelijke terechtzitting kunnen deelnemen, en zodat anderzijds virtuele zittingen volgens dezelfde werkwijze mogelijk worden” (opmerking 1.1. van het advies) moet beantwoorden opdat de regels voor het verloop ervan “verenigbaar zijn met de vereisten inzake inachtneming van het recht van verdediging, zoals dat in artikel 6 van het Europees verdrag voor de rechten van de mens is vastgelegd” (opmerking 1.2 van het advies), zeer omstandig in herinnering gebracht.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikelen 2 en 11

3.1. In advies 72.861/1-2 maakte de afdeling Wetgeving van de Raad van State de hiernavolgende opmerking betreffende de verenigbaarheid van de gebruikte videoconferentiesystemen met richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad’ en verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’:

¹ Advies 72.861/1-2 van 24 maart 2023 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 25 april 2024 ‘houdende organisatie van zittingen per videoconferentie in het kader van gerechtelijke procedures’, *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 55-3722/1, 165-196.

“In advies 68.261/1-2 werden onder de afdeling ‘Algemene opmerkingen: de videoconferentie’ diverse opmerkingen geformuleerd met betrekking tot de verenigbaarheid van de videoconferentie en het daartoe gebruikte informaticasysteem met de AVG.² Inzonderheid de opmerkingen met betrekking tot de overeenstemming van de applicatie *Webex* met de AVG en richtlijn (EU) 2016/680, alsook de opmerkingen inzake het risico op het doorgeven van persoonsgegevens naar derde landen – waarbij dan nog kan worden verduidelijkt dat dergelijke ‘doorgifte’ zowel direct, door de opslag van gegevens op servers die zich buiten de Europese Unie bevinden,³ en indirect, door de verwerking van persoonsgegevens door personen die de zitting bijwonen (als partij of als toeschouwer) vanuit een derde land, kan plaatsvinden –, blijven uiterst pertinent.”⁴

3.2. Deze opmerkingen zijn van overeenkomstige toepassing voor de informaticasystemen die overeenkomstig het ontworpen artikel 759/2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 2 van het voorontwerp) en het ontworpen artikel 566, vijfde en zevende lid, van het Wetboek van Strafvordering (artikel 11) in de plaats van het videoconferentiesysteem kunnen worden gebruikt om opnames te maken en te bewaren van de terechtzittingen.

Artikel 5

4.1. Volgens artikel 763*ter*, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, heeft “[h]et gebruik van de videoconferentie in gerechtszaken (...) als doel om een of meerdere personen of, in voorkomend geval, hun vertegenwoordigers, of de leden van het gerecht toe te laten om vanop afstand op een zitting te verschijnen, eraan deel te nemen of er te zetelen onder de in deze afdeling vastgestelde voorwaarden”.

Wanneer het gerecht van oordeel is dat is voldaan aan de voorwaarden opgesomd in artikel 763*sexies*, § 1, eerste lid, 1° tot 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, kan het “ambtshalve een of meerdere personen en, in voorkomend geval het openbaar ministerie uitnodigen op de zitting te verschijnen of eraan deel te nemen per videoconferentie, mits hun akkoord of in voorkomend geval dat van hun wettelijke vertegenwoordiger, elk voor wat hun verschijning of deelname betreft”.

Bovendien kan op grond van paragraaf 2, eerste lid, “[e]lke persoon of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn advocaat (...), reeds voor de eerste zitting, het gerecht verzoeken om toelating om per videoconferentie op de zitting te verschijnen of eraan deel te nemen”.

² Voetnoot 20 van het geciteerde advies: Adv.RvS 68.261/1-2 van 13 november 2020 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 december 2020 ‘houdende diverse tijdelijke en structurele bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1668/1, p. 98 tot 103, opm. 4.1 tot 4.6).

³ Voetnoot 21 van het geciteerde advies: Volgens de website van *Webex* bevinden de datacenters waar de gegevens voor Europa opgeslagen worden zich in Amsterdam, Londen, Frankfurt of in de regio “Asia Pacific” (Bangalore, Singapore, Sydney en Tokyo). Enkel in geval van opslag in Amsterdam of Frankfurt is bijgevolg geen sprake van het doorgeven van persoonsgegevens naar derde landen. Zie: <https://help.webex.com/en-us/article/WBX28754/Where-are-the-Webex-Data-Centers-and-iPOP-Locations>.

⁴ Adv.RvS 72.861/1-2, opmerking 5.2.

Tot slot kan het gerecht, volgens paragraaf 3, eerste lid, “ambtshalve, bij een met redenen omklede beslissing, een of meerdere personen verbieden fysiek te verschijnen of deel te nemen aan de zitting”, wanneer het van oordeel is dat is voldaan aan de voorwaarden vermeld in de punten 1° tot 4° van die paragraaf.

Punt 4° doelt op het geval waarin

“de videoconferentie de enige mogelijkheid is om aan de zitting deel te nemen omdat:

a) een epidemische noodsituatie is afgekondigd overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie en maatregelen van bestuurlijke politie worden genomen die de fysieke verschijning op de zitting beletten of die tot gevolg hebben dat een dergelijke fysieke verschijning onmogelijk wordt, of;

b) er objectiveerbare aanwijzingen zijn van een ernstig en concreet risico voor de openbare veiligheid dat verhindert dat de betrokkene aanwezig kan zijn op de zitting of dat, ingeval de betrokkene gedetineerd is, zijn transport naar de zittingszaal in veiligheid kan worden gegarandeerd”.

Er wordt voorts gesteld dat de beslissing van de rechter in dat geval vatbaar is voor hoger beroep, volgens de regels die zijn vastgelegd in het derde tot het achtste lid van die paragraaf.

Tot slot luidt paragraaf 6, eerste lid, als volgt: “In gevallen waarin gebruik wordt gemaakt van videoconferentie, neemt het gerecht zitting in de zittingszaal, en oefent de griffier er zijn griffie- en bijstandstaken uit.”

In afwijking van deze regel bepaalt het tweede lid van dezelfde paragraaf dat, mits voldaan is aan de vijf voorwaarden die in dat lid worden opgesomd, de rechter ook per videoconferentie op de zitting kan zetelen of dat de griffier per videoconferentie “zijn griffie- en bijstandstaken [kan] uitoefenen op de zitting”.

Daarvoor is de instemming vereist van “alle procespartijen”, desgevallend met inbegrip van het openbaar ministerie.⁵ Indien een partij of, in voorkomend geval, het openbaar ministerie niet voor het begin van de zitting heeft laten weten hiermee akkoord te gaan, wordt deze partij of, in voorkomend geval, het openbaar ministerie verondersteld het gebruik van videoconferentie door de rechter of de griffier te hebben geweigerd.⁶

4.2. Punt 3° van de onderzochte bepaling strekt ertoe deze paragraaf 6 aan te vullen met een nieuw lid dat strekt tot opheffing van het vereiste dat alle partijen hun instemming moeten verlenen willen de rechter of griffier ook gebruik kunnen maken van videoconferentie.

Dat lid luidt als volgt:

“In afwijking van het tweede lid, 4°, is de daarin bedoelde instemming niet vereist wanneer aan alle deelnemers aan de zitting een verbod op fysieke verschijning bij (lees:

⁵ Artikel 763sexies, § 6, tweede lid, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek.

⁶ Artikel 763sexies, § 6, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

op) de zitting is opgelegd vanwege een situatie als bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 4°, en de zitting niet overeenkomstig de wet naar een latere datum kan worden uitgesteld.”

Volgens de toelichting bij het artikel strekt het toevoegen van dit nieuwe lid en het daarin vervatte schrappen van het vereiste dat alle partijen moeten instemmen met het feit dat de rechter “of” de griffier per videoconferentie op de zitting zou zetelen, ertoe

“een leemte in die paragraaf op te vullen, in de zeer specifieke situatie waarin een verbod om fysiek te verschijnen zou zijn gericht aan alle deelnemers aan de zitting en de situatie die tot dat verbod heeft geleid als gevolg zou hebben dat de rechter of de griffier wordt belet zijn ambt uit te oefenen terwijl hij fysiek aanwezig is in de zittingszaal. In de specifieke gevallen waarin de wet de verdaging van een zitting verbiedt, in combinatie met een dergelijke situatie waarin het onmogelijk is om fysiek in de zittingszaal te zetelen, zou de voorwaarde die verband houdt met de instemming van alle partijen voor de uitoefening van dat ambt op afstand, zoals bedoeld in artikel 763*sexies*, § 6, tweede lid, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, tot gevolg hebben dat een dergelijke zitting eenvoudigweg niet zou kunnen plaatsvinden in geval van weigering van een partij en dat ze evenmin naar een latere datum zou kunnen worden verdaagd. Daarom wordt bepaald dat in die zeer specifieke en uitzonderlijke situatie de instemming van de partijen niet vereist is opdat de rechter en de griffier hun ambt op afstand kunnen uitoefenen”.

4.3.1. De afdeling Wetgeving kan begrip opbrengen voor de bezorgdheid van de steller van het voorontwerp om te vermijden dat een partij door haar weigering zou kunnen verhinderen dat een zitting plaatsvindt, terwijl de wet verbiedt dat deze naar een latere zitting wordt uitgesteld.

De in de ontworpen tekst genoemde “zeer specifieke en uitzonderlijke” situatie roept echter een voorbehoud op en vraagt om verduidelijking.

4.3.2. Het ontworpen lid beoogt de situatie waarbij “aan alle deelnemers aan de zitting een verbod op fysieke verschijning [op] de zitting is opgelegd”. Bij de huidige stand van artikel 763*sexies*, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek lijkt de situatie waarbij de rechter “een of meerdere personen” zou verbieden fysiek te verschijnen of deel te nemen aan de zitting, evenwel niet duidelijk te verwijzen naar een verbod om fysiek op de zitting te verschijnen dat geldt voor “alle deelnemers aan de zitting”, zoals bedoeld in de ontworpen bepaling.

Ter wille van de rechtszekerheid zou de situatie waarbij de rechter alle deelnemers zou verbieden om op de zitting te verschijnen uitdrukkelijk moeten worden voorzien in paragraaf 3 van artikel 763*sexies*. Tegen de beslissing die in die zin genomen zou worden, zou bijgevolg, net als tegen de beslissingen die thans worden beoogd (namelijk het verbod opgelegd aan “een of meerdere personen” om fysiek te verschijnen op of fysiek deel te nemen aan de zitting), beroep moeten kunnen worden ingesteld krachtens het derde lid van die paragraaf.

4.3.3. Gelet op de toelichting bij de bepaling, rijst de vraag welke situaties, naast de situatie van een epidemische noodsituatie die artikel 763*sexies*, § 3, eerste lid, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek beoogt in punt a), diezelfde bepaling beoogt in punt b), waarin sprake is van situaties waarbij de aanwezigheid van een betrokkene een ernstig en concreet risico voor de openbare veiligheid betekent. Het is in de hypothese van om die reden opgelegde verschijningsverboden immers niet duidelijk, anders dan bij een epidemische noodsituatie, hoe de situatie « die tot dat verbod heeft geleid », namelijk het risico dat door het verbod precies wordt

bezwoeren, er alsnog zou kunnen toe leiden dat « de rechter of de griffier wordt belet zijn ambt uit te oefenen terwijl hij fysiek aanwezig is in de zittingszaal ». ⁷ In ieder geval verdient het aanbeveling in de toelichting bij het artikel enkele voorbeelden te geven van “zeer specifieke en uitzonderlijke” situaties waaraan de ontworpen tekst beoogt tegemoet te komen.

4.4. Het voorgaande geldt, *mutatis mutandis*, voor artikel 9, 4°, van het voorontwerp betreffende het Wetboek van Strafvordering.

5. In punt 2° van artikel 5 van het voorontwerp dient de zinsnede “ingevoegd tussen de woorden ‘griffie- en bijstandstaken oefenen’ en de woorden ‘, wanneer is voldaan’;” te worden vervangen door “ingevoegd tussen de woorden ‘griffie- en bijstandstaken uitoefenen’ en de woorden ‘, wanneer is voldaan’;”. Dezelfde opmerking geldt voor het punt 3° van artikel 9 van het voorontwerp.

Artikel 8

6. In punt 2° moet de zinsnede “In afwijking van het eerste lid” worden vervangen door “In afwijking van het tweede lid”. ⁸

Artikel 9

7. In het ontworpen artikel 560, § 6, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering (artikel 9, 4°, van het voorontwerp) moet de zinsnede “In afwijking van het tweede lid, 34°,” worden vervangen door “In afwijking van het tweede lid, 3°,”. ⁹

Artikel 12

8. In de inleidende zin moet worden verwezen naar “artikel 38^{quiquies}, § 1, eerste lid, 2°, § 2, tweede lid, 2°, en § 3, eerste lid, 2°,” van de wet van 20 juli 1990.

Artikel 14

9. In de inleidende zin moet worden verwezen naar “artikel 38^{octies}, eerste lid, 2°,” van de wet van 20 juli 1990.

Artikel 15

⁷ De Raad van State begrijpt het ontworpen lid overigens niet zo dat de toepassing ervan het beroep tegen het verbod zelf om fysiek te verschijnen of deel te nemen aan de zitting, waarin paragraaf 3 voorziet, zou doorkruisen.

⁸ Vgl. artikel 4, 2°, van het voorontwerp.

⁹ Vgl. artikel 5, 3°, van het voorontwerp.

10. In de inleidende zin moet worden verwezen naar “artikel 98/3, § 1, tweede lid, 2° en § 2, eerste lid, 2°,” van de wet van 17 mei 2006.

Artikel 17

11. In de inleidende zin moet worden verwezen naar “artikel 84/2, § 1, tweede lid, 2°, en § 2, eerste lid, 2°,” van de wet van 5 mei 2014.

SLOTOPMERKING

12. Het voorontwerp dient aan een bijkomend redactioneel nazicht te worden onderworpen.¹⁰

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX

¹⁰ Zie bv., wat de Nederlandse tekst betreft, het opschrift (“het gebruik van videoconferentie in het kader van gerechtelijke procedures”); artikel 5, 3°, van het voorontwerp “verschijnen op de zitting” in plaats van “verschijnen bij de zitting”) en artikel 9, 2°, van het voorontwerp (“de dag die volgt op de dag van de kennisgeving *er faxpost*”).